

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 163, 26 août 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Pour que vive la fraternité. Propositions pour une réserve citoyenne.

Claude Onesta ; Jean-Marc Sauve.

La Documentation française ; juillet 2015. 102 p. @

A la suite des attentats qui ont frappé la France en janvier 2015, le Président de la République a annoncé plusieurs mesures, parmi lesquelles la création d'une réserve citoyenne qui a pour objectif de « permettre la mobilisation, ponctuelle ou récurrente, de citoyens soucieux de venir en renfort de l'action publique et de renforcer le lien social dans notre pays ». Les auteurs ont été chargés de réfléchir aux modalités de mise en œuvre de ce dispositif.

• Intercommunalité et développement social.

ADCF. L. Cauret ; A. Chéreau ; IGAS ; IGA. 2015. 49 p. @

Le rapport se penche sur l'exercice de la compétence action sociale à l'échelle locale. Tout en soulignant la diversité des expériences locales, il dresse un état des lieux mitigé du fait de la multiplicité des acteurs et de l'absence de diagnostic partagé. Il formule plusieurs recommandations, parmi lesquelles la généralisation des projets territoriaux de développement social et l'inscription du développement social d'intérêt communautaire dans le bloc des compétences obligatoires des intercommunalités.

Réforme territoriale : vers plus d'efficacité et d'égalité ?

Fondation
Jean Jaurès
Groupe Territoires 21
Août 2015. 67 p.
@

des opérations budgétaires. Chaque niveau de collectivité fait ensuite l'objet d'une fiche.

• Évolution des finances locales à l'horizon 2017 : comment les collectivités territoriales s'adaptent-elles à la baisse des dotations de l'État ? (tome II).

Sénat ; P. Dallier ; C. Guené ; J. Mézard.

Rapport d'information, n° 616, 9 juillet 2015. 121 p. @

Ce rapport constitue la deuxième partie des travaux de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur les finances locales à l'horizon 2017. Il étudie la façon dont les élus locaux prennent ou vont prendre leurs décisions pour s'adapter à ce nouveau contexte financier.

• Peut-on justifier la suppression des départements français ? Une revue de la littérature.

Thomas Olivier.

Revue française d'administration publique, n° 154, 2^{ème} trimestre 2015. pp. 505-522. @

Cette contribution a pour objet de recenser les principaux arguments permettant de justifier une éventuelle suppression des départements en tant que collectivités territoriales. Une remise en cause critique des raisons plaçant pour le maintien des départements est tout d'abord menée.

Collectivités territoriales

• Pour une dotation globale de fonctionnement équitable et transparente : osons la réforme.

Christine Pires Beaune ; Jean Germain.

La Documentation française, juillet 2015. 162 p.

Pour l'auteur de ce rapport, le constat est sans appel : la DGF, premier concours de l'État aux collectivités financé par le contribuable national, est inéquitable, illisible et ne correspond plus aux réalités locales. Les ambitions de la réforme : remettre l'équité et la transparence au cœur de la répartition de la DGF du bloc communal.

• Encourager l'investissement public des collectivités territoriales.

Cese ; Didier Ridoret. Juillet 2015. 50 p. @

Plusieurs mesures ont été prises par le Gouvernement mais d'autres sont nécessaires si l'on veut maintenir le rôle d'investisseur des collectivités territoriales à un niveau adéquat. Le Cese propose plusieurs pistes à cette fin visant à desserrer la contrainte sur leurs budgets d'investissement, à mieux connaître le patrimoine local, à améliorer la programmation et à mieux mobiliser les partenaires publics et privés. *Rapport Synthèse*

• Les finances des collectivités locales en 2015. Etat des lieux. Rapport de l'Observatoire des finances locales.

Observatoire des finances locales. Juillet 2015. 158 p. @

Après une vue d'ensemble sur les années 2014 et 2015, l'analyse détaillée des finances des collectivités suit classiquement la nature

Culture

• Culture. Les aides européennes à portée de projet.

Hélène Girard.

La Gazette, n° 2278, 13 juillet 2015. pp. 15/20.

Depuis les premiers programmes culturels (2000-2006, 2007-2013), la stratégie européenne a beaucoup évolué. Un tournant que les porteurs de projets français ont encore du mal à prendre.

Développement durable

• Les territoires en route pour la COP 21.

CDC Climat Recherche ; Onerc ; Météo-France ; Ademe ; AFD. Juin 2015. 42 p. @

Ce livret, labellisé Cop 21, propose 35 fiches pour présenter le contexte du changement climatique, les politiques climatiques à l'échelle mondiale, européenne et française et les outils et actions des collectivités locales françaises pour atténuer le changement climatique sur leur territoire et tenter de s'adapter.

Développement économique

• L'ESS et les territoires : un couple gagnant.

Intercommunalités, n° 201, juin-juillet-août 2015. pp. 8/11.

L'économie sociale et solidaire représente un secteur non négligeable de l'économie et de l'emploi en France. Son ancrage territorial et sa contribution à l'économie et au projet social local lui confèrent un potentiel de développement considérable, sur lequel les collectivités doivent compter. A condition de se positionner en véritables partenaires.

• **Entrepreneurship at a glance 2015.**

OCDE ; Eurostat. Août 2015. 130 p. @

Ce document présente une analyse d'indicateurs mesurant l'état de l'entrepreneuriat dans les pays de l'OCDE, en mettant en avant les informations clés et les explications liées au contexte politique.

Développement territorial

• **Les circuits courts, un outil au service du développement territorial intégré.**

Isabelle Laudier ; Philippe Serizier.

Métropolitiques, 3 juillet 2015. 5 p. @

Les « circuits courts » sont le plus souvent appréhendés à travers les enjeux de développement durable. Les auteurs montrent qu'ils peuvent, sous certaines conditions, constituer un levier pour un développement territorial intégré.

• **Les actions de soutien à l'innovation sociale en région. Panorama 2015.**

Avise ; ARF. Juin 2015. 52 p. @

Poursuivant l'objectif d'aider au développement de l'innovation sociale, cette publication éclaire sur les stratégies régionales d'innovation et met en lumière les actions pilotées et soutenues par les régions.

Emploi - Insertion

• **Le devenir des résidents des Zus passés par un contrat aidé.**

Dares ; F. Delmas ; Insee ; S. Quantin.

Dares – Analyses, n° 053, juillet 2015. 10 p. @

Six mois après la fin de leur contrat aidé, les résidents des zones urbaines sensibles (Zus) sont moins souvent en emploi durable que les habitants des quartiers avoisinants.

• **Observatoire des entreprises d'insertion. Rapport 2014.**

Fédération des entreprises d'insertion. Juillet 2015. 28 p. @

Ce 7ème rapport propose une analyse des données économiques et sociales des entreprises d'insertion en livrant une photographie détaillée de l'évolution de leur activité entre 2011 et 2013.

Evaluation

• **L'évaluation des politiques publiques.**

F. Langot ; P. Petit ; S. Roux et al.

Revue française d'économie ; Vol. 30, 2015. 220 p. @

Ce dossier présente les avantages et les inconvénients des méthodes d'évaluation basées soit sur des approches structurelles, soit sur des approches purement statistiques. Leurs complémentarités sont également discutées. Il propose, en outre, des analyses éclairantes pour la décision publique.

France

• **La France en bref. Edition 2015.**

Insee. Juillet 2015. 19 p. @

Ce document présente les chiffres essentiels et les grands indicateurs de l'économie et de la société française pour l'année 2014.

Innovation

• **Quels modèles d'innovation aujourd'hui ?**

Geoffroy Bing ; Nicolas Nova.

Lyon Métropole. 2015. 120 p. @

Comment soutenir une dynamique d'innovation au sein de la métropole lyonnaise pour le bien-être de ses habitants et pour la

compétitivité de ses entreprises ? Comment entretenir celle-ci dans la durée en tenant compte des initiatives locales ou en attirant des talents nouveaux sur le territoire ? Comment rayonner sur la scène internationale en tirant parti de ces logiques ? Ces quelques questions font ressortir les enjeux actuels pour le Grand Lyon.

Logement

• **La mobilisation du parc privé pour créer une offre sociale.**

Haut comité pour le logement des personnes défavorisées (HCLPD) ; juillet 2015. 75 p. @

Dans le cadre de son 18e rapport, le Haut Comité aborde l'enjeu de la mobilisation de logements du parc privé à des fins sociales. Au sommaire : état des lieux, recensement des dispositions législatives et des outils opérationnels existants et propositions de quatre axes principaux d'interventions.

• **Règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).**

Anru. Juillet 2015. 68 p. @

Le conseil d'administration de l'Anru, qui s'est tenu le 16 juillet dernier, a adopté le nouveau règlement général du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Ce document précise les modalités d'intervention et de financement des futurs projets de renouvellement urbain

Métropole

• **Un nouveau regard sur la métropole parisienne à travers la qualité de vie.**

APUR ; P. Viro ; S. Roger ; Insee ; L. Trigano.

Note, n° 92, juillet 2015. 4 p. @

La qualité de vie dans la métropole parisienne peut être appréhendée par certaines caractéristiques individuelles des habitants (revenus, conditions de logement et d'emploi...) couplées à d'autres critères relevant du cadre de vie des territoires tels que l'environnement, les transports, l'accès aux loisirs. Une vingtaine d'indicateurs recouvrant onze dimensions de la qualité de vie met en lumière les atouts et les faiblesses des arrondissements parisiens et des communes de la petite couronne.

Note Données complémentaires

Numérique

• **Gouvernance des politiques numériques dans les territoires.**

Rapport à la Secrétaire d'Etat au Numérique, A. Lemaire.

Akim Oural. Juillet 2015. 53 p. @

Au cours des vingt dernières années, les collectivités territoriales se sont appropriées le numérique et se sont impliquées fortement dans le déploiement des infrastructures. L'auteur appelle désormais à une plus grande cohérence et à un recours plus systématique à la mutualisation. Il propose des voies d'action pour la gouvernance locale afin de construire de véritables politiques numériques territoriales

Périurbain

• **La naissance du périurbain comme catégorie statistique en France. Une perspective internationale.**

Anne Bretagnolle.

L'espace géographique, 1^{er} trimestre 2015. pp. 18-37.

La catégorie statistique du périurbain, née tardivement en France, s'inscrit dans une histoire longue qui débute aux États-Unis dans les années 1930-1960. Elle acquiert alors ses caractéristiques fondamentales : l'approche économique de la ville, la hiérarchie entre entités centrales et périphériques, le critère unique des navettes. Cette définition est ensuite adoptée en Europe, mais se heurte à certaines résistances en France, pour lesquelles les auteurs proposent plusieurs interprétations.

Politique de la ville

• **Tableau de bord des zones franches urbaines en Île-de-France. Des ZFU aux territoires entrepreneurs, bilan 2011-2014. Rapport d'activité 2013-2014.**

IAU-Ile de France ; Olivier Mandon. Juillet 2015. 63 p. @

En décembre 2014, le ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports a annoncé la création des « Territoires entrepreneurs » qui remplacent les ZFU au 1er janvier 2015. L'IAU Île-de-France réalise régulièrement une analyse socioéconomique de ce dispositif.

Prospective

• **Les entretiens de la prospective.**

Sénat ; Roger Karoutchi.

Rapport d'information, n° 649, 21 juillet 2015. 120 p. @

La Délégation sénatoriale à la prospective a souhaité engager un cycle d'auditions à caractère généraliste. Elle a ainsi entendu des prospectivistes, des experts, nationaux ou internationaux, et des praticiens de la prospective. Ces entretiens ont eu pour ambition d'appréhender les voies et moyens de cette discipline en pleine expansion et de préciser, dans bien des domaines, les tendances lourdes du changement.

• **Enjeux et perspectives de la consommation collaborative.**

Pôle Interministériel de Prospective et d'Anticipation des Mutations Economiques (PIPAME). Juillet 2015. 336 p. @

Cette étude établit un état des lieux de la consommation collaborative en analysant le développement de la demande et de l'offre dans des secteurs d'activité très diversifiés et imagine différents scénarii prospectifs à horizon 2020. Elle propose des axes de recommandations pour mieux encadrer ces nouvelles pratiques tout en leur permettant de se développer.

Réforme de l'Etat

• **Pour une action publique transparente et collaborative. Plan d'action national pour la France. 2015-2017.**

SGMAP. Juillet 2015. 68 p. @

En rejoignant le Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO) en avril 2014, la France s'est engagée à élaborer un plan d'action national pour une action publique transparente et collaborative, à l'instar des 64 autres pays membres. Co-construit avec la société civile et les administrations, ce plan d'action comporte 26 engagements à mettre en œuvre sur la période 2015-2017.

• **Revue des missions de l'Etat. Les engagements.**

Secrétariat d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la simplification. 22 juillet 2015. 38 p. @

Culture, social, sécurité, jeunesse, économie, emploi, développement des territoires... nombreux sont les domaines d'action de l'Etat concernés par la feuille de route présentée le 22 juillet dernier. Dans un triple objectif d'efficacité, de modernisation et de maîtrise des dépenses, le Gouvernement envisage toute une série de simplifications dans la mise en œuvre de ces compétences.

• **Administration territoriale de l'Etat en mouvement. Conseil des ministres du 31 juillet 2015.**

Premier Ministre. 25 p. @

Cinq objectifs sont assignés à cette réforme : « Simplifier » ; « Mettre en cohérence l'action de l'Etat dans les territoires » ; « Renforcer la proximité » ; « Améliorer l'efficacité, faire des économies, moderniser les méthodes de travail » ; « Conforter l'équilibre des territoires ».

• **Quel Etat dans les territoires.**

Apolline Prêtre ; Christophe Bernard ; Nicolas Portier et al. *Intercommunalités*, n° 201, été 2015. pp. 13/21.

Juillet 2015 a marqué l'aboutissement de la concertation nationale sur la revue des missions de l'Etat territorial. Ce dossier, illustré par les témoignages de plusieurs élus, a pour ambition de contribuer au débat sur l'avenir des missions de l'Etat dans les territoires et mieux évaluer là où l'Etat est vraiment attendu.

Rural

• **Ruralités : des territoires en quête d'atouts.**

Pierre Gras.

Diagonal, n° 194, juillet 2015. pp. 8-12.

Le monde rural est à la croisée des chemins. Son développement passe désormais par une logique d'innovation qui s'appuie sur une dynamique collective et citoyenne. Retour sur la journée de rencontre organisée dans la Drôme à l'initiative des CAUE Rhône-Alpes sur la question des nouvelles ruralités.

Sport

• **Grands événements sportifs. La belle aubaine !**

Pascal Weil.

La Gazette, n° 2281, 3-30 août 2015, pp. 13-18.

L'organisation de compétitions sportives internationales est une occasion unique de valoriser un territoire, et notamment de renforcer son attractivité touristique. Mais comment mesurer les retombées économiques des grands événements sportifs ? Une délégation interministérielle, conduite par Nicolas Desforges, élabore des outils permettant d'évaluer cet impact.

Tourisme

• **Le tourisme : quelle ambition pour la France ?**

Annales des Mines - Réalités industrielles, 8/2015. 104 p. @

Au sommaire : Promouvoir la destination France ; Comment satisfaire les nouvelles attentes des touristes ? ; Innovation et numérique : l'avenir du secteur.

Urbain

• **Les banlieues : nouveau terrain ou dernier rempart à la gentrification ?**

France Culture. Août 2015. 44 mn. @

Jusqu'où les différentes politiques de la ville repousseront les quartiers populaires ? Un décret d'encadrement des loyers prévu dans la loi Alur est en vigueur à Paris depuis le 1^{er} août. Mais cela va-t-il enrayer le phénomène de gentrification à l'œuvre dans certaines banlieues, c'est-à-dire l'arrivée de populations plus aisées, venues des centres-villes à la recherche de loyers plus abordables ?

Actualité législative et parlementaire

Retrouvez notre sélection de textes officiels et documents parlementaires en pièce jointe

Outils

• **Mise en ligne du portail de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT)**

Le portail documentaire de la MOT met à disposition d'un public spécialisé une documentation ciblée sur la coopération transfrontalière, principalement sur les frontières françaises, mais élargie également à d'autres territoires en Europe et dans le monde.

• **Ouverture du portail open data de l'Assemblée nationale.**

L'Assemblée propose un premier lot de données : liste des députés en exercice, historique des députés, amendements, questions au Gouvernement, réunions tenues au Palais Bourbon, réserve parlementaire...